

MEMOIRE, HISTOIRE ET IMAGINAIRE DE L'EXIL BRÉSILIEN :

introduction

Denis Rolland

Le contenu du mot “ exil ” est incertain. L'étymologie (*exsilium*) propose l'idée d'une expulsion hors de la patrie, d'un bannissement du *solum*, le pays, la contrée. Mais, à ce substantif, les encyclopédies se contentent de renvoyer vers des épisodes précis de l'Antiquité, biblique en particulier, ou de l'époque contemporaine ; dans le cas français, c'est l'“ Exode ” de mai-juin 1940 qui est volontiers donné en illustration. Les limites du terme sont donc floues et les distinctions sémantiques sérieuses d'un exemple à l'autre : entre exil “ forcé ” et exil “ volontaire ”, entre exil et exode, entre exil individuel et exil de groupe, entre exil et migration aussi (autour notamment du problème de la durée), entre exilé et réfugié enfin¹. Les conditions initiales du déracinement pourraient permettre, certes, *a priori*, de distinguer entre les exilés et les autres émigrés. Car, toujours *a priori*, l'exil, qu'il soit individuel ou collectif est d'origine politique. Mais les archétypes favorisent déjà une certaine confusion : pour le peuple hébreu, les circonstances de l'Exode ou *sortie* d'Égypte au XIII^e siècle et l'Exil ou la *déportation* à Babylone au VI^e siècle, avant notre ère, sont de nature différente : une sortie “ volontaire ” pour le premier et, pour le second, une déportation.

Les choses ne sont pas nécessairement plus simples pour l'exil brésilien.

En 1964, le coup d'Etat militaire au Brésil marque la fin de l'expérience réformiste de gauche et une première vague d'exils : celles des hommes politiques exclus du pouvoir, à commencer par le Président déchu João Goulart. Tandis qu'une majorité de la population brésilienne a alors validé l'idée « préservatrice » (de l'ordre) ou « défensive » (face à la menace

¹. Cf. Janine Ponty dans le n° 44 de *Matériaux* (octobre-décembre 1996) consacré aux “ Exilés et réfugiés dans la France du XX^e siècle ” qui reprend le dictionnaire Bescherelle de 1846: l'exil s'applique au pays de départ (l'exilé est “ celui, celle qui s'expatrie ou qu'on chasse de sa patrie ”), le refuge au lieu d'arrivée (le réfugié “ s'est retiré en quelque lieu pour être en sûreté ”). Merci à elle pour la relecture de cet éditorial.

marxiste) du « coup » souhaité par les élites conservatrices et réalisé par les militaires. Le durcissement de l'état d'exception à partir de 1967, la mise en place de l'Acte Institutionnel n°5 en décembre 1968 et une répression de plus en plus violente, avec en miroir l'essor de l'action de terrain de la gauche révolutionnaire, marquent un deuxième temps de l'exil. Après le coup d'Etat de 1973 à Santiago, les Brésiliens réfugiés au cœur de l'expérience socialiste chilienne doivent se trouver une nouvelle patrie d'accueil : troisième vague. La décrue n'intervient qu'aux alentours de 1979 (amnistie), bien avant la fin du régime militaire (en 1985).

La France est un pays d'accueil important pour cet exil. Les élites latino-américaines – surtout de gauche - ont conservé du XIX^e siècle un certain tropisme francophile et regardent Paris avec une intensité exceptionnelle. Les réputations se sont faites à Paris, la mode est venue de Paris, tout comme les idées nouvelles... Après la Révolution républicaine de 1889, au son de la Marseillaise, l'empereur Dom Pedro II s'est exilé en France.

En 1964, l'exil brésilien politiquement « traditionnel » (politiciens réformistes, de milieux socialement aisés, disposant de réseaux de solidarité) ne pose pas beaucoup de problèmes. Sauf qu'on est en climat de Guerre froide et qu'aux yeux du ministère de l'Intérieur, il ne fait pas bon être communiste ; et que le général de Gaulle avait déjà prévu un grand voyage en Amérique latine devant inévitablement passer par le Brésil : alors ces exilés ne doivent pas gêner les relations entre Etats.

Lorsque la violence politique s'accroît au Brésil et que le nombre de réfugiés augmente, brassant beaucoup plus de classes moyennes et plus d'individus mêlés à la lutte armée, les problèmes politiques, sociaux et économiques de l'« accueil » changent de nature. Que faire avec des « terroristes » ? Comment aider des victimes de la torture ? Comment aider une quantité beaucoup plus importante de réfugiés démunis ? Comment maintenir les liens économiques avec le « miracle brésilien » tout en ne cautionnant pas une violence d'Etat devenue non dissimulable ? Quelles sont les collaborations entre Etats à propos des exilés ? Quelles mutations politiques, idéologiques, culturelles provoquent chez les exilés brésiliens le passage par la France ?

Cet ouvrage tente de répondre à ces questions et à bien d'autres, à partir de sources brésiliennes et françaises. Des questions essentielles pour l'histoire d'un pays, le Brésil, qui n'a pas achevé son *aggiornamento* mémoriel pour les années de dictature ; mais aussi pour l'histoire de la France dont la politique et les structures d'accueil, les réseaux politiques et sociaux sont ici revisités.

Et d'abord l'histoire du Brésil.

Le Brésil, « aimez-le ou quittez-le ! » (*Ame-o ou Deixe-o!*). Ce slogan efficace des années de dictature au Brésil dit presque tout de la problématique initiale de ce livre. L'exil est un mécanisme nécessairement instrumentalisé, à

des degrés divers, par les gouvernements autoritaires¹. L'opposant ou supposé tel, déclaré illégitime, doit au mieux se taire, sinon partir ou finir en prison... dans le meilleur des cas.

Pour l'historien, cette « semence » d'émigrés involontaires d'origine politique, cette diaspora aux espaces disjoints et mobiles, d'un pays à l'autre, d'une ville à l'autre, devient un objet d'études. La majorité des exils est « silencieuse » : elle ne laisse pas de trace ou très peu, et devient inaudible sous le bruissement de quelques exils « bavards » et sonores, ceux des opposants engagés, auteurs de textes politiques et/ou littéraires parmi lesquels d'où se distinguent, dans le cas français, quelques grandes figures emblématiques de Napoléon ou de Victor Hugo à Georges Bernanos, Charles de Gaulle ou Maurice Schumann et tout cet exil lié à la Résistance si fortement, si exceptionnellement producteur d'écrits. L'analyse importe alors pour concevoir certaines fragmentations du tissu politique et social dans un cadre national où la liberté d'expression est baillonnée, à des degrés divers selon les moments. Pour comprendre le Brésil d'alors, de cette suspension de la démocratie et des libertés fondamentales, il faut donc *aussi* saisir l'activité de l'exilé ; ses modalités d'expression ; ses rythmes d'évolution et de mémoire spécifiques ; ses paramètres d'exposition aux influences étrangères, distincts du reste de la population nationale ; ce qu'il hérite de l'exil en matière sociale, idéologique ou culturelle ; et ses capacités de réintégration dans la société d'origine après l'exil.

Ce livre est donc destiné à ouvrir une fenêtre sur un des lieux de la vie politique et culturelle brésilienne, en donnant une continuité entre ce qui se passe à l'intérieur du pays et ce qui se passe à l'extérieur. En donnant aussi aux espaces très disjoints de l'exil un élément de continuité « extérieure ». Il s'agit de contribuer au « ressaisissement » d'une communauté. Car l'exil, cette atomisation involontaire de citoyens, cette dispersion géographique d'un corps social, constitue ainsi une autre source de la vie politique et culturelle, comme de l'image du pays et de son évolution. Ce livre cherche aussi à mieux équiper les zones faibles de l'historiographie. Alors que les moindres recoins de la lutte armée ont fait l'objet de travaux universitaires, les pans actifs de la dictature sont souvent en friches : n'existe ainsi qu'une thèse sur l'ARENA soutenue il y a trois ou quatre ans mais jamais publiée... Les ouvrages sur l'appareil de répression ne sont pas légion...

Cette tentative d'appréhension doit être menée en conservant à l'esprit trois paramètres faisant que la population des exilés est un groupe difficile à cerner :
- beaucoup d'entre eux ne prennent pas ou n'obtiennent pas le statut de réfugié politique ; nombre d'émigrés involontaires ne sont pas réfugiés ;

¹. Mais pas seulement : les démocraties ont aussi parfois leurs exilés politiques ; voir à ce sujet le numéro de la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps* que nous avons organisé sur « L'exil français et belge », BDIC, Nanterre, 2005.

- les limites entre le séjour de formation ou professionnel et celui d'un émigré involontaire sont souvent ténues et perméables ; Fernando Henrique Cardoso, invité à enseigner à l'université de Nanterre décide de quitter son poste de fonctionnaire international au Chili pour la France : cela n'en fait pas un réfugié ; mais l'homme est assurément mal venu et *a priori* en danger à certains moments dans son pays : il appartient d'une certaine manière à la communauté des exilés.
- la mémoire, enfin, a plutôt valorisé l'exil et travaillé à l'élargissement numérique de la communauté d'exilés¹.

Ce livre vise interroger aussi à deux niveaux l'histoire de la France et de son rayonnement.

Parce que la destination française et parisienne n'est pas le fruit du hasard, il faut d'abord mettre en perspective ce tropisme. Comme pratiquement partout ailleurs en Amérique latine, les élites brésiliennes regardent Paris avec une intensité exceptionnelle depuis le XIXe siècle. Les réputations se font à Paris, la mode est de Paris, tout comme les idées nouvelles... Dom Pedro II s'est exilé en France après le coup d'Etat qui l'a déposé, instaurant la République en 1889. Et quelques décennies auparavant, Jacques Offenbach portait sur la scène un riche Brésilien arrivant de « Rio de Janeiro » et dépensant de mille manières futiles sa fortune accumulée au Brésil. Sauf qu'au temps de la Guerre froide, la présence étrangère en France est plus ou moins tolérée, acceptée ou problématique et que le sentiment de la menace d'expulsion ou de coopération policière préoccupe beaucoup les exilés.

Il s'agit surtout de mieux comprendre les modalités très différenciées d'un « accueil » des étrangers en France, en particulier des exilés politiques entre les années 1960 et 1980. La France est volontiers convaincue d'être de tradition une « terre d'asile ». Mais le contraste demeure entre une histoire des communautés exilées, encore très parsemée, et les horizons peuplés d'une historiographie de l'immigration, voire de la xénophobie en France, désormais bien équipée en instruments d'études², avec une conséquence : l'image de l'accueil a été « révisée par rapport aux reconstitutions *a posteriori* et aux exaltations romantiques.

Il s'agit de préciser notamment :

- les réactions politiques françaises à la suspension de la démocratie et aux gouvernements militaires brésiliens ;
- les attitudes vis-à-vis de l'afflux (modéré) de candidats à l'exil et de réfugiés ;
- la perception, appréhension et gestion d'un groupe d'opposants souvent militants ;

¹. Cf. Denise Rollemberg, *Entre raïzes e radares*, Rio de Janeiro, Record, 1999.

². Cf. par exemple le n° 44 de *Matériaux* déjà cité. Voir aussi, Gérard Noiriel, *Réfugiés et sans-papiers. La République face au droit d'asile. XIXe - XXe siècle*, Hachette, 1991.

- les structures d'accueil utilisées ou mises en place ;
- les réseaux de soutien intellectuel ou politique ;
- l'impact des rencontres entre courants politiques, culturels ou sociaux de nationalités différentes (socialismes, féminismes notamment).

Il s'agit enfin de travailler en histoire des relations internationales sur des horizons variés, depuis les politiques d'Etat ou les relations entre administrations spécialisées (diplomatie, police...), jusqu'aux réseaux intellectuels transatlantiques informels ou au vécu ou perceptions de l'étranger.

C'est à rassembler des travaux épars pour "équiper" un peu mieux cette histoire de l'exil brésilien en France, pour lui donner un peu d'ampleur géographique et de profondeur chronologique que ce numéro est consacré.

Avant le coup d'Etat de 1964, le Brésil est en proie à une ébullition politique très intense. L'ensemble des forces de gauche aspire à changer le pays, à lui faire vivre cette seconde indépendance, l'indépendance économique rêvée, depuis longtemps, après l'indépendance politique de 1822. Et, pour beaucoup, cela doit passer par des réformes « de base », dont la réforme agraire, objectif qu'il faut juger à l'aune d'un pays alors encore à demi-rural...

Le projet réformiste de gauche a été mis en échec au printemps 1964. Le coup d'Etat du 31 mars 1964 est vécu par des forces conservatrices à la surface d'influence importante comme un véritable sauvetage de la démocratie : elles croient ou laissent penser à une menace communiste sur la « démocratie » brésilienne.

De fait, Cuba donne alors volontiers le « la » idéaliste à une partie de la gauche brésilienne et du reste du monde. En 1964, nous ne sommes pas très loin des débuts de la révolution cubaine (1959) et de son extraordinaire projection continentale et internationale. En outre, sa radicalisation communiste n'était pas *a priori* prévisible ou certaine : elle est volontiers vécue en Amérique latine à gauche comme une réaction de défense nécessaire face à « l'impérialisme » et à « l'agression yankee » et à droite comme la manifestation des risques à laisser trop se développer des idées ou mouvements de gauche.

De plus, à gauche, la révolution castriste est apparue à beaucoup comme légitime, même en dehors de tout processus démocratique d'accès au pouvoir. Au Brésil, l'idée que le respect de la démocratie est indispensable à un processus de révolution sociale et économique ne traverse pas toute la gauche au début des années 1960. Et, dans la pensée de gauche idéaliste révolutionnaire, la stratégie des *focos* n'a pas encore montré ses limites.

L'Amérique est un des cœurs battants de la Guerre froide ; et le Brésil de João Goulart apparaît alors comme une pièce à la fois instable et majeure du puzzle mondial qu'il convient de s'assurer, pour les groupes politiques

nationaux, pour l'un ou l'autre « bloc » international et leurs partisans ou relais internes.

Pour l'ensemble des forces de gauche, le coup d'Etat commencé dans la nuit du 30 mars est une immense défaite.

Pas seulement parce que l'armée prend le contrôle du pays avec le soutien d'une partie conservatrice de la société, craignant la mise en cause de l'ordre et du progrès économique et la contagion « communiste ». Mais aussi parce que le coup d'Etat « civilo-militaire », comme on le désigne parfois, n'a pas donné naissance à beaucoup d'affrontements. A de rares exceptions près, la « résistance » de la société civile au coup d'Etat ne s'est pas manifestée. Et une grande majorité de la population brésilienne a alors validé l'idée « préservatrice » (de l'ordre) ou « défensive » (face à la menace marxiste) du « coup » souhaité par les élites conservatrices et réalisé par les militaires. A droite comme à gauche, la pratique démocratique ne constitue pas encore une tradition au Brésil, et pas seulement parmi les élites.

Le durcissement de l'état d'exception à partir de 1967 interdit l'accès à la scène politique de la gauche modérée. En décembre 1968, la mise en place de l'Acte Institutionnel n°5 (AI-5) marque en miroir l'essor de l'action de terrain de la gauche révolutionnaire. Mais cette lutte armée, commencée avant 1968, est défaite, en milieu urbain, en 1971, en milieu rural en 1973-1974. Ainsi, le projet réformiste de gauche avait échoué avec le coup d'Etat de 1964 ; et, en 1971-1974, c'est le projet révolutionnaire de gauche qui est à son tour mis en échec. Les gauches - réformistes et révolutionnaires - sont défaites.

Dans ce contexte, l'exil intervient comme une des voies possibles de reconstruction idéologique des gauches brésiliennes, au contact de gauches européennes ou nord-américaines ayant l'expérience de la pratique démocratique.

Après 1968, le chemin de l'exil accompagne plus que jamais la répression. Le Brésil vit alors des temps de « miracle » économique, avec des taux de croissance impressionnants, une urbanisation accélérée, un sentiment de prospérité, l'idée du plein emploi et une apparence de paix sociale considérable : c'est sur cette toile de fond que la gauche révolutionnaire est annihilée, que la gauche modérée se tait, qu'un projet politique de gauche est à reconstruire...

Comment appréhender l'exil ? S'il est facile de s'accorder sur un préalable - il y a alors plusieurs sortes d'exil, il y a des exils -, il faut préciser certains critères d'examen pour aller un peu plus loin.

De fait, cet exil brésilien peut être appréhendé de manière complémentaire par trois ensembles typologiques au moins : la temporalité, la géographie ou les mutations idéologiques.

Premier critère, la temporalité. Dans cette histoire de l'exil brésilien, il y a assurément d'abord des temporalités diverses. Si l'on s'en tient à la chronologie politique intérieure brésilienne, on peut sans trop de difficultés

distinguer dans l'exil quatre phases : du coup d'Etat à l'AI-5 (1964-1968) ; de l'AI-5 à l'ouverture ou à l'amnistie (1968-1979) ; après l'amnistie, la phase de retour (après 1979) ; puis celle de la mémoire postérieure, de la construction ou reconstruction de cette mémoire d'exil ; un temps de l'agrégation où le nombre d'exilés ou de « résistants » augmente aussi virtuellement que considérablement. Mais, si l'on doit inclure le poids des conjonctures étrangères : il est alors indispensable d'intercaler une cinquième phase, articulant aussi l'exil autour de la chute du gouvernement de l'Unité populaire au Chili en 1973, autour du coup d'Etat contre Salvador Allende ; de 1973 à l'ouverture, de l'ouverture à l'amnistie ...

Deuxième critère, la géographie. Il existe des géographies de l'exil. Par cercle concentrique : l'exil de voisinage, l'exil continental, l'exil intercontinental. Uruguay, Argentine font partie des premières destinations des exilés. Mais Chili et Mexique s'imposent rapidement aussi comme des terres de protection, tout comme La Havane pour les plus militants. Au-delà du continent, il y a principalement les pays socialistes et les pays d'Europe libérale. Parmi les pays socialistes, Pologne, Tchécoslovaquie, URSS, RDA, Yougoslavie notamment, et l'Algérie, auréolée de sa décolonisation victorieuse. Parmi les pays d'Europe occidentale, les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, les pas scandinaves et, bien sûr, La France, devenue selon certains, le centre le plus important des gauches brésiliennes après le coup d'Etat au Chili. Après 1974, il faut ajouter à ce panorama le terrain de mission que représentent les anciennes colonies portugaises (Angola, Mozambique...)

Troisième critère, l'imaginaire ou les mutations idéologiques. Dans ce livre, l'imaginaire de l'exil – celui de l'exilé ou celui sur l'exilé – prend une place centrale. Car l'exil est double : si l'exil est physique, avec l'éloignement spatial vis-à-vis du pays, il est foncièrement mental, les mémoires construites durant l'exil s'éloignant progressivement, peu ou prou, de la réalité du pays. Il est difficile pour l'exilé d'ancrer sa perception de la vie politique et sociale brésilienne dans une réalité dont il est très éloigné : souvent déjà victimes d'une perception tronquée ou erronée de la réalité brésilienne avant leur départ en exil, après, et quelle que soit leur volonté d'information, les gauches demeurent ainsi progressivement de plus en plus éloignées et ignorantes de la réalité qu'elles veulent transformer. Et la réalité nationale reconstruite se distingue parfois mal des désirs. Depuis l'exil, il est difficile de concevoir le projet modernisateur du régime instauré en 1964, les militaires étant seulement perçus comme de bons exécutants répressifs au service de l'impérialisme et des élites locales qui leur servent de relais. Cette interprétation du rapport d'une société à un régime autoritaire est un phénomène classique des expériences d'exil, traduisant l'indispensable refus de l'exilé d'accepter l'indifférence voire l'accord, la complicité de la société avec le régime qui l'a expulsé : à quoi bon sinon maintenir la position de résistance et l'attitude militante, si l'on conçoit que la société pour laquelle on se bat n'est pas, majoritairement - consciemment ou

non - de son côté ? Les exilés brésiliens vécurent, en France comme dans d'autres pays, avec l'écho et la mémoire de la répression politique. Et la distance facilite les mécanismes d'idéalisation. À leur retour, de nombreux exilés étaient porteurs d'une vision du pays et de la société plutôt éloignée de la réalité, ce qui aggrava l'impact de leur arrivée, leur imposant une révision de leur pays et d'eux-mêmes. A l'inverse, une partie de la reconstruction idéologique des gauches, le réalisme, l'ancrage, voire la conversion démocratique pour certains « révolutionnaires » s'opère dans l'exil, au contact des gauches européennes et de leurs convictions démocratiques.

2005 fut l'Année du Brésil en France. Le colloque dont est partiellement issu cet ouvrage fit partie des activités scientifiques promues sous les auspices des deux gouvernements. Et ce n'est nullement un hasard s'il eut lieu en partie à l'Université de Paris-X-Nanterre, d'où surgit la révolte étudiante de mai 68 et où Fernando Henrique Cardoso fut professeur, pendant un exil qui n'en fut pas tout à fait un, durant cette période de révolte et de révolution. Ce n'est donc pas un hasard non plus si nous nous sommes retrouvés dans ce lieu de mémoire entre chercheurs brésiliens et français, ex-exilés et jeunes étudiants pour étudier ces « années de plomb » à travers le prisme de l'exil, évaluer le travail différentiel de la mémoire, comprendre les paramètres de la politique d'accueil de la France des années 1960 et 1970. Ce n'est pas tout à fait non plus un hasard si c'est la maison d'édition qui a repris les locaux parisiens de la librairie brésilienne, fondée par des exilés politiques brésiliens, qui édite ce livre en cette date anniversaire de l'apogée institutionnel de la dictature brésilienne, quarante ans après la promulgation de l'Acte Institutionnel n°5, et à la veille de l'Année de la France au Brésil.

Si, en France, l'opinion a commencé à oublier que le Brésil était passé par ces « années de plomb » et que nombre d'exilés de ce pays avaient irrigué la scène militante des gauches françaises dans les années 1960 et 1970, la mémoire de l'exil intérieur ou extérieur n'a disparu ni de la scène politique ni de la scène culturelle brésilienne. En 2006 par exemple, le réalisateur brésilien [Cao Hamburger](#) a sorti sur les écrans *O Ano em Que Meus Pais Saíram de Férias* (« L'année où mes parents sont partis en vacances ») : un film tendre qui s'ouvre avec le départ précipité (et non avoué) dans la clandestinité en 1970 d'un jeune couple de São Paulo. Il laisse derrière lui un fils, Mauro, confié à un proche. La métaphore des longues « vacances » des parents est alors filée tout au long du film - une sorte de pré-exil intérieur -, notamment dans un dialogue entre le grand-père d'adoption et l'enfant qui demande en vain des nouvelles de ses parents :

- Il y a un tas de gens qui sont en vacances, comme eux...
- Et ils vont rentrer ?
- Bien sûr que oui, ils vont rentrer...

